

## **Ex-membre des Brigades rouges, Marina Petrella serait « en danger de mort »**

lundi 14 juillet 2008, par [Agences de presse](#) (Date de rédaction antérieure : 14 juillet 2008).

L'ex-membre des Brigades rouges Marina Petrella, incarcérée en France en attente d'une extradition vers l'Italie, est « *en danger de mort* », d'après un certificat établi par son médecin traitant qui l'a examinée dimanche à l'hôpital d'Evry. M<sup>me</sup> Petrella, 54 ans, a été transférée vendredi de la maison d'arrêt pour femmes de Fleury-Mérogis (Essonne) à l'hôpital Louise-Michel d'Evry « *sur décision du corps médical, qui a jugé son état faible* », avait précisé son avocate, Irène Terrel.

### **« UNE PHASE CRITIQUE »**

L'ex-brigadiste a été examinée dimanche par son médecin traitant, qui a toujours été informé de son état et constaté « *une aggravation* » avec une perte de poids « *maintenant supérieure à vingt kilos* », écrit le médecin dans un certificat remis à M<sup>e</sup> Terrel. « *Sa fuite de toute vie, telle qu'elle l'exprime depuis des mois, est constante et permanente* », ajoute le praticien, selon lequel « *la situation médicale de M<sup>me</sup> Marina Petrella est effectivement entrée dans une phase critique où la vie de ma patiente est en péril* ». « *J'atteste avec la même détermination que Marina Petrella est en danger de mort* » et que « *les soins qui doivent lui être prodigués sont incompatibles avec son maintien en détention* », a ajouté ce médecin installé dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Ancienne dirigeante de la « colonne romaine » des Brigades rouges, Marina Petrella a été condamnée en Italie en 1992 à la réclusion criminelle à perpétuité, notamment pour complicité de meurtre d'un commissaire de police à Rome en 1981. Vivant en France depuis 1993, elle a été arrêtée en août 2007 ; son décret d'extradition a été signé le 3 juin par le gouvernement français. Tout en s'engageant à livrer Marina Petrella aux autorités italiennes, qui la réclament, le président Nicolas Sarkozy a demandé dans une lettre du 10 juillet à Silvio Berlusconi, président du conseil italien, que l'ex-brigadiste puisse être graciée « *dès que possible* ».

\* AFP, 14.07.08

---

### **Le sort de la demande de grâce de Marina Petrella repose sur le président italien**

La grâce des ex-terroristes ne va pas de soi. C'est l'opinion du président de la République italienne, Giorgio Napolitano, et de Nicolas Sarkozy. Après avoir annoncé que la France extraditerait l'ex-membre des Brigades rouges Marina Petrella, le président français a envoyé une lettre, jeudi 10 juillet, au président du conseil italien, Silvio Berlusconi, pour demander sa grâce. Il comptait téléphoner à M. Napolitano pour appuyer sa demande.

Jeudi à Strasbourg, M. Sarkozy a été clair : « *Dans le droit italien, et le droit, ça compte, pour avoir le droit au pardon et à la grâce, il faut se repentir. Que M<sup>me</sup> Petrella réfléchisse à ça : le droit, ça compte.* » Une réponse à l'avocate de M<sup>me</sup> Petrella, dont le président n'avait pas apprécié les propos. M<sup>e</sup> Irène Terrel avait estimé que la décision de M. Sarkozy d'extrader tout en demandant une grâce constituait une « *pirouette de plus pour ne pas passer pour un bourreau* ».

Marina Petrella, 54 ans, a été condamnée à perpétuité en Italie en 1992 pour avoir tué un commissaire de police et blessé son chauffeur, à Rome, en 1981. Incarcérée en France, dans une chambre d'isolement psychiatrique, elle a été transférée vendredi à l'hôpital d'Evry dans un « *état faible* ».

L'affaire suscite des remous dans l'entourage familial de M. Sarkozy. Un peu plus tôt dans la journée, l'actrice Valeria Bruni-Tedeschi, demi-soeur de Carla Bruni-Sarkozy, avait déclaré au *Monde* : « *Je voudrais que le président demande une levée d'écrou pour que Marina Petrella puisse se faire soigner à l'hôpital Sainte-Anne. Elle est très malade. Personne n'a à gagner à ce qu'elle meure.* » M<sup>me</sup> Bruni-Tedeschi a aussi demandé au parquet de Versailles de rencontrer l'ex-Brigade rouge. « *Elle avait 20 ans. C'est une histoire que je connais. J'ai quitté l'Italie à 9 ans à cause de ces événements. J'ai des amis qui ont été à deux doigts de tomber là-dedans, comme on tombe dans la drogue* », explique-t-elle.

En Italie, M. Napolitano est, lui, très sensible aux familles des victimes, « *trop souvent laissées seules* », et le Quirinal renvoie à un communiqué du 9 juillet. Le président italien avait précisé à M. Sarkozy qu'il y a des lois à respecter dans l'attribution de la grâce. Lors de la journée du souvenir des victimes du terrorisme, le 9 mai, M. Napolitano avait dénoncé les « *ex-terroristes qui cherchent des tribunes où s'exhiber pour donner leur version des faits ou se chercher des justifications* ».

M. Napolitano a gracié un médecin ayant tué son fils autiste, un ex-policier responsable de la mort d'un automobiliste et Ovidio Bompressi, condamné pour l'assassinat du commissaire Calabresi, en 1972, libéré pour raisons de santé. Dans ce cas lié au terrorisme, il n'avait qu'apposé sa signature, la procédure ayant été menée par son prédécesseur.

**Salvatore Aloïse (à Rome), Arnaud Leparmentier et Alain Salles**

**\* Article paru dans le Monde, édition du 13.07.08. LE MONDE | 12.07.08 | 13h53 • Mis à jour le 12.07.08 | 13h53.**